RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 13083
Numéro SIREN : 830 002 788
Nom ou dénomination : Apricity

Ce dépôt a été enregistré le 04/06/2018 sous le numéro de dépôt 54471

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 04-06-2018

N° DE DEPOT : 2018R054471

N° GESTION : 2017B13083

N° SIREN : 830002788

DENOMINATION : Apricity

ADRESSE : 30 rue Fortuny 75017 Paris

DATE D'ACTE : 29-05-2018

TYPE D'ACTE : Décision(s) de l'actionnaire unique

NATURE D'ACTE : Changement de la dénomination sociale

Kamet France 2
Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
au capital de 1 euro
Siège social : 30 rue de Fortuny, 75017 Paris
RCS Paris n°830 002 788
(la « **Société** »)

DECISIONS D'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 29 MAI 2018

Le 29 mai 2018,
A Paris,

KAMET, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 75.010.000,00 €, dont le siège social est situé 30 rue Fortuny, 75017 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 812 691 129, représentée par Stéphane Guinet, président (ci-après désignée l'« Associé Unique »).

a, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, pris les décisions ci-après exposées portant sur l'ordre du jour suivant :

1. Modification de la dénomination sociale de la Société ;

2. Démission du Président de la Société et désignation d'un nouveau Président de la Société ;

3. Modification des statuts de la Société ; et

4. Pouvoirs pour formalités.

PREMIERE DECISION
Modification de la dénomination sociale de la Société

L'Associé Unique décide de modifier la dénomination sociale de la Société, qui sera désormais dénommée « Apricity ».

DEUXIEME DECISION
Démission du Président de la Société et désignation d'un nouveau Président de la Société

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance (i) de la lettre de démission de Monsieur Stéphane Guinet de ses fonctions de Président de la Société, (ii) de la lettre d'acceptation de Madame Caroline Noublanche des fonctions de Président de la Société, et (iii) des statuts de la Société :

- **prend acte** de la démission de Monsieur Stéphane Guinet de ses fonctions de Président de la Société ;

- **donne quitus** de sa gestion à Monsieur Stéphane Guinet en qualité de Président de la Société ;

- **nomme**, conformément à l'article 13 (*Présidence*) des statuts de la Société, Madame Caroline Noublanche, née le 13/07/1976 à MEAUX, de nationalité française et demeurant au 33 rue Véron 75018 Paris, en qualité de Président de la Société à compter des présentes décisions et pour une durée indéterminée ;

- **décide**, que cette nomination prendra effet à compter de l'adoption de la présente décision.

Madame Caroline Noublanche, préalablement pressentie, a fait savoir par avance qu'elle acceptait les fonctions de Président de la Société dans l'hypothèse où elle serait nommée en cette qualité, et qu'elle n'était soumise à aucune interdiction ou incompatibilité de nature à l'empêcher d'exercer ses fonctions.

Madame Caroline Noublanche sera, à l'égard des tiers, Président de la Société conformément aux dispositions de l'article L. 227-6 du Code de commerce. En ce sens, elle disposera des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et pour représenter la Société, sauf pour les décisions pour lesquelles les dispositions légales, statutaires ou contractuelles donnent compétences exclusives à l'Associé Unique ou à la collectivité des Associés de la Société.

Par ailleurs, sous réserve de l'adoption de la deuxième décision relative à l'adoption du projet de nouveaux statuts de la Société, figurant en Annexe des présentes, un certain nombre de décisions ne pourront être prises par le Président sans l'accord préalable de l'Associé Unique ou de la collectivité des Associés.

TROISIEME DECISION
Modification des Statuts de la Société

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du projet des nouveaux statuts de la Société figurant en Annexe :

- **adopte** article par article puis dans son ensemble le texte du projet des nouveaux statuts de la Société figurant en Annexe, et plus particulièrement, les articles 2, 3 et 18 des statuts de la Société qui seront désormais rédigés de la façon suivante :

« ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet, de manière directe ou indirecte, tant en France qu'à l'étranger :

- *la mise en place de moyens humains et technologiques pour la recherche, le développement, l'exploitation, la vente ou la commercialisation de produits, logiciels ou services dans le domaine des traitements de fertilité ou plus généralement ayant pour objet l'amélioration des chances des femmes et des couples de concevoir ;*

- *la prise, l'acquisition, la détention, la gestion, l'exploitation, la négociation, l'octroi ou la cession de tous brevets, marques, procédés, licences et plus généralement de tous droits de propriété intellectuelle ;*

- *l'acquisition, la souscription, la détention, la gestion, le nantissement, la cession, la prise de participation directe ou indirecte, l'apport, l'achat, l'échange, par tous moyens, de toutes parts sociales, actions, valeurs mobilières et/ou titre financiers dans toutes entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de fusions, d'alliances ou d'associations en participation, ainsi que l'exercice de tous les droits attachés à ces participations ;*

- *toutes prestations de services et de conseil en matière administrative, financière, comptable, juridique, commerciale, marketing, informatique, de communication, ressources humaines, management, achats ou gestion au profit des filiales de la Société ou de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation directe ou indirecte ;*

- *enfin réaliser toutes opérations industrielles, commerciales et financières, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires, complémentaires ou connexes ou susceptibles de favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son développement, son extension ou son patrimoine social, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.*

La Société peut agir, en tous pays, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société avec toutes autres personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public et réaliser, sous quelle que forme que ce soit, directement ou indirectement les opérations rentrant dans l'objet social.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

*La Société a pour dénomination sociale : « **Apricity** ».*

*Nom commercial : « **Apricity** ».*

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 18. DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE ET DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

18.1. Décisions de la compétence de l'Associé unique ou des Associés

18.1.1 *Conformément à l'article L. 227-19 du code de commerce, les décisions visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du code de commerce ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des Associés.*

18.1.2 *L'Associé unique, ou les Associés est (sont) seul(s) compétent(s) pour prendre les décisions suivantes :*

(a) *toute augmentation ou réduction du capital de la Société, ou la création, l'attribution d'actions ou d'instruments de capital, en ce compris l' »mission de titres de capital ou d'Instruments Financiers, options ou bons convertibles, échangeables ou remboursables en actions ou donnant droit à l'acquisition ou à la souscription d'actions de la Société ;*

(b) *toute fusion, scission , apport partiel d'actif soumis au régime des scissions et ou toute cession ou échange ou autre acte de disposition de l'ensemble et d'une partie substantielle des actifs de la Société dans le cadre d'une seule opération ou plan ;*

(c) *la nomination et la révocation des commissaires aux comptes de la Société ;*

(d) *l'approbation des comptes annuels ;*

(e) *tout paiement de dividendes ou toute autre distribution à l'Associé unique ou aux Associés de la Société ;*

(f) *la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;*

(g) *l'adhésion à tout groupement ou autre entité pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la Société ;*

(h) *toutes modifications des statuts, sauf celles mentionnées à l'article 4 des présents statuts ;*

(i) *la nomination, la révocation, le renouvellement et le remplacement du Président et/ ou de tout Directeur Général de la Société, ainsi que les modalités d'exercice (y compris la rémunération) et la cessation de ses fonctions ;*

(j) *l'approbation des conventions réglementées visées à l'article 16 des présents statuts ;*

(k) *la conclusion de tout contrat de prestation de services ou de tout contrat commercial pour un montant dû par la Société ou l'une de ses Filiales immédiatement à la conclusion du contrat ou postérieurement à la conclusion du contrat supérieure à cent vingt mille euros (120.000 €) ou si le montant total cumulé à payer dans le cadre de tels contrats au cours de l'exercice fiscal en cours est supérieur à cent vingt mille euros (120.000 €) ;*

(l) toute acquisition par la Société d'actifs ou de participation dans toute entité pour un montant total (reprise de dettes incluse) supérieur à cent cinquante mille euros (150.000 €), ou tout acte de disposition d'actifs par la Société dont la valeur de marché excède cent cinquante mille euros (150.000 €), autre que les acquisitions ou actes de disposition approuvés dans le cadre du Budget Annuel ;

(m) le recrutement de tout cadre-dirigeant ou employé dont la rémunération globale brute en numéraire est supérieure à cent vingt mille euros (120.000 €) par an ou toute augmentation de la rémunération globale brute en numéraire d'un cadre-dirigeant ou employé actuel au-dessus de cent vingt mille euros (120.000 €) par an, sauf si (i) le cadre-dirigeant ou le salarié concerné était préalablement employé par Kamet ou par une autre société Contrôlée et (ii) il n'y a pas eu d'augmentation de cette rémunération ;

(n) la conclusion de tout emprunt hors Groupe (i.e. à l'exclusion de tous emprunt réalisé par Kamet ou AXA ou leurs Filiales et/ou les dettes intragroupes), émission de titres de dette ou de toute autre forme d'endettement par la Société à l'exception de ceux approuvés dans le cadre du Budget Annuel ;

(o) toute cession, licence ou l'octroi de tout droit d'utilisation de droits de propriété intellectuelle détenus par la Société à l'exception des licences non-exclusives accordées aux clients dans le cadre normal des affaires, de toute cession ou licence réalisée par la Société au profit d'une Filiale détenue à cent pourcent ou réalisée dans le cadre d'une réorganisation intragroupe ou de toute cession ou licence accordée par la Société au profit de Kamet ;

(p) la constitution de toute hypothèque, privilège, nantissement ou de toute autre sûreté sur les actifs de la Société ou toute garantie en faveur d'un ou plusieurs tiers en garantie d'un emprunt ou d'une émission de titres de dette, à l'exception de celles approuvées dans le cadre du Budget Annuel ;

(q) l'introduction ou la conclusion par la Société de tout accord transactionnel concernant toute action, contentieux, l'introduction de toute procédure d'arbitrage, de médiation ou conciliation, ou de toute autre procédure significative pour l'activité de la Société et/ou impliquant un montant excédant deux cent mille euros (200.000 €) ;

(r) l'approbation du Budget Annuel et de toute modification de celui-ci ;

(s) la réalisation, ou la prise d'engagements de réaliser, tous investissements ou dépenses d'investissement lors d'un exercice comptable donné pour un montant excédant celui prévu dans le Budget Annuel de l'exercice comptable concerné ;

(t) l'engagement, ou la prise d'engagements impliquant, des dépenses opérationnelles lors d'un exercice comptable donné pour un montant excédant celui approuvé dans le cadre du Budget Annuel de l'exercice comptable concerné ;

(u) l'offre au public des actions et/ou titres de la Société sur tout marché, règlementé ou non ;

(v) la vente ou mise en location de tout, ou une partie substantielle, des actifs de la Société ;

(w) la dissolution, la liquidation ou le dépôt de toute demande d'ouverture de procédure collective ;

(x) la nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;

(y) tout choix fiscal ou changement substantiel dans les pratiques fiscales ou comptables de la Société ;

(z) la création de toute Filiale et/ou branche d'activités ;

(aa) la prorogation de la Société.

18.1.3 Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire, Associé ou non, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et de la propriété de ses actions. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. »

- **décide** que les nouveaux statuts de la Société prendront effet immédiatement à compter de l'approbation de cette décision.

QUATRIEME DECISION
Pouvoirs pour les formalités

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au Président, à Juris Actis ainsi qu'à tout porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal des décisions de l'Associé Unique pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

L'Associé Unique
Représenté par Stéphane Guinet

Annexe
Projet de nouveaux statuts

TITRE I - FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et notamment les articles L. 227-1 et suivants du code de commerce, ainsi que par les présents statuts (la « Société »).

La Société peut ne comporter qu'un seul Associé propriétaire de la totalité des actions ainsi que la loi le permet. Sauf disposition expresse de la loi ou des statuts, la Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associés. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul Associé, conformément à l'article L. 227-1 du Code de commerce, l'Associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés.

La société par actions simplifiée ne peut procéder à une offre au public de ses titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411.2 du code monétaire et financier.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet, de manière directe ou indirecte, tant en France qu'à l'étranger :

- la mise en place de moyens humains et technologiques pour la recherche, le développement, l'exploitation, la vente ou la commercialisation de produits, logiciels ou services dans le domaine des traitements de fertilité ou plus généralement ayant pour objet l'amélioration des chances des femmes et des couples de concevoir ;

- la prise, l'acquisition, la détention, la gestion, l'exploitation, la négociation, l'octroi ou la cession de tous brevets, marques, procédés, licences et plus généralement de tous droits de propriété intellectuelle ;

- l'acquisition, la souscription, la détention, la gestion, le nantissement, la cession, la prise de participation directe ou indirecte, l'apport, l'achat, l'échange, par tous moyens, de toutes parts sociales, actions, valeurs mobilières et/ou titre financiers dans toutes entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de fusions, d'alliances ou d'associations en participation, ainsi que l'exercice de tous les droits attachés à ces participations ;

- toutes prestations de services et de conseil en matière administrative, financière, comptable, juridique, commerciale, marketing, informatique, de communication, ressources humaines, management, achats ou gestion au profit des filiales de la Société ou de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation directe ou indirecte ;

- enfin réaliser toutes opérations industrielles, commerciales et financières, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires, complémentaires ou connexes ou susceptibles de

favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son développement, son extension ou son patrimoine social, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

La Société peut agir, en tous pays, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société avec toutes autres personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public et réaliser, sous quelle que forme que ce soit, directement ou indirectement les opérations rentrant dans l'objet social.

ARTICLE 3. DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : « **Apricity** ».

Nom commercial : « **Apricity** ».

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4. SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 30 rue Fortuny, 75017 Paris.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département, d'un département limitrophe ou partout ailleurs en France métropolitaine par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts de la Société en conséquence, et à l'étranger par décision de l'Associé unique ou de la collectivité des Associés.

ARTICLE 5. DURÉE

La Société est constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la loi ou décidés par l'Associé unique ou la collectivité des Associés.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6. APPORTS

L'Associé unique soussigné fait apport à la Société d'une somme en numéraire d'un euro (1 €), ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire, établi conformément à la loi, laquelle somme a été déposée, pour le compte de la Société en formation, à la banque BNP Paribas, agence Elysée Haussmann, 37-39 rue d'Anjou, 75008 Paris.

Le montant du capital, qui provient uniquement d'apports en numéraire, a été entièrement libéré.

Les cent (100) actions composant le capital social ont été émises au pair au prix d'un centime d'euro (0,01 €) par action.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'un euro (1 €).

Il est divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

ARTICLE 8. FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom de leur titulaire sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

A la demande d'un Associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société. Les attestations en compte sont valablement signées par le Président ou par toute personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

ARTICLE 9. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque Associé ne sera responsable du passif de la Société qu'à concurrence du montant représenté par la valeur nominale des actions qu'il détiendra.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions sociales.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des résultats de la Société où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions sociales.

Chaque action dispose d'un droit de vote.

ARTICLE 10.LIBÉRATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées lors de la souscription de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est appelé en une ou plusieurs fois dans un délai ne pouvant dépasser cinq (5) ans.

ARTICLE 11.MODALITÉS DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de la Société sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé tenu chronologiquement dit « registre des mouvements de titres ».

ARTICLE 12.MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'Associé unique ou par décision collective des Associés prise dans les conditions de l'article 18 ci-après, au vu du rapport du Président.

Le ou les Associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les Associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les Associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. L'Associé unique ou la collectivité des Associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le capital social peut être augmenté, soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes. Les actions nouvelles sont libérées, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apports en nature, soit par conversion d'obligations. Les actions nouvelles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Le ou les Associés peuvent aussi autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des Associés.

TITRE III – DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 13.PRÉSIDENCE

La Société est représentée, gérée et administrée par un président (le « Président »), personne physique ou morale, Associé ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

A l'exception du premier Président nommé par les statuts, le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision de l'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, par décision collective des Associés adoptée à la majorité simple des Associés présents et/ou représentés disposant du droit de vote.

Le Président est nommé soit pour une durée indéterminée, soit pour la durée fixée dans la décision qui le nomme.

En cas de décès ou de démission, il est immédiatement pourvu à son remplacement par décision de l'Associé unique ou des Associés. En cas d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois (3) mois, il est également pourvu à son remplacement par décision de l'Associé unique ou des Associés. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur ou jusqu'au retour du Président empêché. En cas de décès

de l'Associé unique assurant les fonctions de Président, son remplaçant sera nommé par les ayants droits de l'Associé unique.

Conformément à la loi, le Président dirige la Société qu'il représente à l'égard des tiers. Dans les rapports avec les tiers, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'Associé unique ou à la collectivité des Associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer une preuve. Toute limitation des pouvoirs du Président est sans effet à l'égard de tiers.

Le Président peut déléguer ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes, uniquement pour une durée limitée, à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdélégation.

Les fonctions de Président prennent fin à l'expiration de son mandat ou par la démission, le décès, la révocation, ou l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ou d'une procédure de surendettement.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'Associé unique ou par décision collective des Associés sans préavis, ni indemnité d'aucune sorte et sans avoir à en justifier.

Le Président peut se démettre de ses fonctions et s'efforce, dans la mesure du possible, de prévenir l'Associé unique ou les Associés de son intention de démissionner au moins une semaine à l'avance.

Le Président peut recevoir une rémunération pour ses fonctions dont le montant et les modalités, notamment de règlement, sont déterminées par décision de l'Associé unique ou décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues par les présents statuts.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

ARTICLE 14. DIRECTION GÉNÉRALE

L'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, la collectivité des Associés par décision collective des Associés adoptée à la majorité simple des Associés présents et/ou représentés disposant du droit de vote peut nommer, renouveler ou mettre fin aux fonctions d'un ou plusieurs directeurs généraux (le « Directeur Général » ou les « Directeurs Généraux »), personnes physiques ou morales, Associés ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le ou les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président. La Société est donc valablement représentée à l'égard des tiers par le ou les Directeurs Généraux, lesquels sont investis en toutes circonstances de tous les pouvoirs nécessaires pour représenter la Société, sauf pour les décisions pour lesquelles les dispositions légales ou les présents statuts donnent compétence

exclusive à la collectivité des Associés ou pour lesquelles une autorisation préalable des Associés ou du Président est nécessaire.

Au plan interne, la décision de nomination du ou des Directeurs Généraux peut prévoir les domaines et les limitations de pouvoirs du Directeur Général.

Il est précisé que toutes les fois où des pouvoirs sont conférés au Président par les présents statuts, le ou les Directeurs Généraux de la Société seront investis des mêmes pouvoirs à l'exception des limitations de pouvoirs prévues par la décision de nomination des Directeurs Généraux.
Chaque Directeur Général peut déléguer ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes, pour une durée limitée, à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdélégation.

Le Directeur Général est autorisé à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés.

En cas de décès ou de démission, il peut être pourvu à son remplacement par décision de l'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, de la collectivité des Associés.

En cas d'empêchement d'un Directeur Général d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois (3) mois, il est pourvu à son remplacement par décision de l'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, de la collectivité des Associés.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le Directeur Général peut conserver ou non son mandat sur décision de l'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, de la collectivité des Associés.
Le Directeur Général peut recevoir une rémunération pour ses fonctions dont le montant et les modalités, notamment de règlement, sont déterminées par décision de l'Associé unique ou décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues par les présents statuts.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

ARTICLE 15.COMMISSAIRES AUX COMPTES

La Société désignera, par décision de l'Associé unique ou décision collective des Associés, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

En outre, tout Associé pourra demander à la Société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la Société elle-même, soit dans ses Filiales.

Le(s) commissaire(s) aux comptes titulaire(s), sur convocation du Président, assistera(ont) à toutes les décisions de l'Associé unique ou décisions collectives des Associés prises en assemblées générales.

ARTICLE 16.CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ, SES ASSOCIÉS OU DIRIGEANTS

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président présente aux Associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société Associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Les Associés statuent sur ce rapport lors de l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président de la Société et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Le Président ou le Directeur Général, le cas échéant, doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, des conventions réglementées visées au premier paragraphe ci-dessus intervenues au cours de l'exercice.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa ci-dessus, lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout Associé peut en obtenir communication.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux dirigeants de la Société, autre qu'une personne morale, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 17.COMITÉ D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-66 du code du travail, les représentants du personnel délégués par le comité d'entreprise exercent, le cas échéant, les droits définis aux articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du code du travail auprès du Président.

TITRE IV - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

ARTICLE 18.DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE ET DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

18.1. Décisions de la compétence de l'Associé unique ou des Associés

18.1..1 Conformément à l'article L. 227-19 du code de commerce, les décisions visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du code de commerce ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des Associés.

18.1.2. L'Associé unique, ou les Associés est (sont) seul(s) compétent(s) pour prendre les décisions suivantes :

a) toute augmentation ou réduction du capital de la Société, ou la création, l'attribution d'actions ou d'instruments de capital, en ce compris l'émission de titres de capital ou d'Instruments Financiers, options ou bons convertibles, échangeables ou remboursables en actions ou donnant droit à l'acquisition ou à la souscription d'actions de la Société ;

b) toute fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ou toute cession ou échange ou autre acte de disposition de l'ensemble et d'une partie substantielle des actifs de la Société dans le cadre d'une seule et même opération ou plan ;

c) la nomination et la révocation des commissaires aux comptes de la Société ;

d) l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat de la Société ;

e) tout paiement de dividendes ou toute autre distribution à l'Associé unique ou aux Associés de la Société ;

f) la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;

g) l'adhésion à tout groupement ou autre entité pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la Société ;

h) toutes modifications des statuts, sauf celles mentionnées à l'article 4 des présents statuts ;

i) la nomination, la révocation, le renouvellement et le remplacement du Président et/ou de tout Directeur Général de la Société, ainsi que les modalités d'exercice (y compris la rémunération) et la cessation de ses fonctions ;

j) l'approbation des conventions réglementées visées à l'article 16 des présents statuts ;

k) la conclusion de tout contrat de prestation de services ou de tout contrat commercial pour un montant dû par la Société ou l'une de ses Filiales immédiatement à la conclusion du contrat ou postérieurement à la conclusion du contrat supérieure à cent vingt mille euros (120.000 €) ou si le montant total cumulé à payer dans le cadre de tels contrats au cours de l'exercice fiscal en cours est supérieur à cent vingt mille euros (120.000 €) ;

l) toute acquisition par la Société d'actifs ou de participation dans toute entité pour un montant total (reprise de dettes incluse) supérieur à cent cinquante mille euros (150.000 €), ou tout acte de disposition d'actifs par la Société dont la valeur de marché excède cent cinquante mille euros (150.000 €), autre que les acquisitions ou actes de disposition approuvés dans le cadre du Budget Annuel ;

m) le recrutement de tout cadre-dirigeant ou employé dont la rémunération globale brute en numéraire est supérieure à cent vingt mille euros (120.000 €) par an ou toute augmentation de la rémunération globale brute en numéraire d'un cadre-dirigeant ou employé actuel au-dessus de cent vingt mille euros (120.000 €) par an, sauf si (i) le cadre-dirigeant ou le salarié concerné était préalablement employé par Kamet ou par une autre société Contrôlée par Kamet et (ii) il n'y a pas eu d'augmentation de cette rémunération ;

n) la conclusion de tout emprunt hors Groupe (i.e. à l'exclusion de tous emprunt réalisé par Kamet ou AXA ou leurs Filiales et/ou les dettes intragroupes), émission de titres de dette ou de toute autre forme d'endettement par la Société à l'exception de ceux approuvés dans le cadre du Budget Annuel ;

o) toute cession, licence ou l'octroi de tout droit d'utilisation de droits de propriété intellectuelle détenus par la Société à l'exception des licences non-exclusives accordées aux clients dans le cadre normal des affaires, de toute cession ou licence réalisée par la Société au profit d'une Filiale détenue à cent pourcent ou réalisée dans le cadre d'une réorganisation intragroupe ou de toute cession ou licence accordée par la Société au profit de Kamet ;

p) la constitution de toute hypothèque, privilège, nantissement ou de toute autre sûreté sur les actifs de la Société ou toute garantie en faveur d'un ou plusieurs tiers en garantie d'un emprunt ou d'une émission de titres de dette, à l'exception de celles approuvées dans le cadre du Budget Annuel ;

q) l'introduction ou la conclusion par la Société de tout accord transactionnel concernant toute action, contentieux, l'introduction de toute procédure d'arbitrage, de médiation ou conciliation, ou de toute autre procédure significative pour l'activité de la Société et/ou impliquant un montant excédant deux cent mille euros (200.000 €) ;

r) l'approbation du Budget Annuel et de toute modification de celui-ci ;

s) la réalisation, ou la prise d'engagements de réaliser, tous investissements ou dépenses d'investissement lors d'un exercice comptable donné pour un montant excédant celui prévu dans le Budget Annuel de l'exercice comptable concerné ;

t) l'engagement, ou la prise d'engagements impliquant, des dépenses opérationnelles lors d'un exercice comptable donné pour un montant excédant celui approuvé dans le cadre du Budget Annuel de l'exercice comptable concerné ;

u) l'offre au public des actions et/ou titres de la Société sur tout marché, règlementé ou non ;

v) la vente ou mise en location de tout, ou une partie substantielle, des actifs de la Société ;

w) la dissolution, la liquidation ou le dépôt de toute demande d'ouverture de procédure collective ;

x) la nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;

y) tout choix fiscal ou changement substantiel dans les pratiques fiscales ou comptables de la Société ;

z) la création de toute Filiale et/ou branche d'activités ;

aa) la prorogation de la Société.

18.1.3. Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire, Associé ou non, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et de la propriété de ses actions. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

18.2. Modalités des décisions collectives – quorum et majorités

18.2.1. Toute décision collective requiert que les Associés présents, représentés ou participant aux délibérations détiennent la moitié des actions représentant le capital social sur première convocation, aucun quorum n'étant exigé sur deuxième convocation.

18.2.2. Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement, les décisions soumises à la collectivité des Associés sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées.

18.2.3. Lorsque la totalité du capital social est détenue par un Associé unique, les décisions sont prises par la signature d'un procès-verbal de décision par celui-ci.

18.3. Consultation des Associés

Convocation des Associés

18.3.1. L'initiative des décisions collectives appartient au Président ou à un ou plusieurs Associés représentant 10 % au moins du capital social. A défaut, cette initiative appartient également, selon le cas, au commissaire aux comptes ou à un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

18.3.2. Les décisions collectives des Associés sont prises, au choix de l'initiateur de la consultation, par correspondance, dans un acte ou en assemblée ou par voie de téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle), conformément aux dispositions des présents statuts.

Consultation par correspondance

18.3.3. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées, un bulletin de vote, et les documents nécessaires à l'information des Associés sont adressés à chaque Associé par tous moyens à la dernière adresse notifiée à la Société par l'Associé.

18.3.4. Les Associés dont le vote n'est pas reçu par la Société dans le délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi des projets de résolutions sont considérés comme ayant refusé chacune des résolutions soumises à consultation.

18.3.5. Chaque Associé devra compléter le bulletin de vote en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case sont cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

18.3.6. Chaque Associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée et, à défaut, au siège social de la Société. Le défaut de réponse d'un Associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'Associé concerné.

18.3.7. Dans les cinq jours ouvrés suivant réception du dernier bulletin de vote, et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Décisions établies par un acte

18.3.8. Les Associés peuvent également être consultés par la signature d'un acte ou de plusieurs actes rigoureusement identiques, signé par l'ensemble des Associés ayant un droit de vote, avec mention de la communication préalable, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels porte la décision.

Consultation en assemblée

18.3.9. La convocation est faite par tous moyens et même verbalement sans préavis spécifique.

18.3.10. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit, en France ou à l'étranger, précisé dans l'avis de convocation.

18.3.11. L'ordre du jour des réunions d'Associés est arrêté par l'auteur de la convocation.

18.3.12. Toute réunion d'Associés est présidée par le Président ou, en l'absence du Président, par un Associé. En cas de pluralité d'Associés, une feuille de présence est émargée par chacun des Associés présents ou représentés et par le Président.

18.3.13. Le Président établit un procès-verbal des délibérations, lequel est signé du Président et de l'Associé disposant du plus grand nombre de voix.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS

ARTICLE 19.EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 20.COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Président établit le rapport de gestion à présenter à l'Associé unique ou aux Associés contenant les indications fixées par la loi.

ARTICLE 21. AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions constituent les bénéfices ou pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % au moins, pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué à l'Associé unique ou aux Associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

L'Associé unique ou les Associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction, aucune distribution ne peut être faite à l'Associé unique ou aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est, après l'approbation des comptes par l'Associé unique ou la collectivité des Associés, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22. MODALITÉS DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

L'Associé unique ou la collectivité des Associés statuant sur les comptes a la faculté d'accorder à chaque Associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions de la Société.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'Associé unique ou décision collective des Associés, à défaut, par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini. C'est le Président qui a qualité pour décider de répartir un acompte à valoir sur le dividende et pour fixer le montant et la date de la répartition.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par décision du ou des Associés sans qu'il puisse être supérieur à trois (3) mois à compter de celle-ci. Ce délai peut être suspendu pour une durée ne pouvant excéder trois (3) mois, par décision du Président, en cas d'augmentation du capital.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 23.CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Associé unique ou la collectivité des Associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution de la Société n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social. Dans les deux cas, la décision du ou des Associés est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si le ou les Associés n'ont pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24.DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société peut être dissoute par décision de l'Associé unique ou, si elle est pluripersonnelle, par décision des Associés statuant à la majorité.

Si au jour de la dissolution, qu'elle qu'en soit la cause, la Société est toujours unipersonnelle, la dissolution entraînera la transmission universelle du patrimoine social à l'Associé unique personne

morale sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve des droits d'opposition des créanciers conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil.

Si l'Associé unique est une personne physique, il doit désigner un liquidateur, qui peut être lui-même ou un tiers.

Si au jour de la dissolution, la Société est pluripersonnelle, la dissolution entraîne la liquidation de la Société dans les conditions définies par la loi.

TITRE VII - CONTESTATIONS

ARTICLE 25.CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et le ou les Associés, soit entre les Associés eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout Associé sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations ou significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République auprès du Tribunal de Grande Instance du siège social.

ANNEXE

Définitions

Associé	signifie un titulaire d'actions émises par la Société.
AXA	désigne AXA, société anonyme au capital de 5.553.789.869,79 euros, dont le siège social est sis 25, Avenue Matignon, 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 572 093 920 RCS Paris.
Budget Annuel	désigne le budget annuel de la Société (qui doit notamment inclure toutes les dépenses opérationnelles, les investissements, l'affectation du résultat, les

nouveaux projets, les ajustements comptables etc.) tel qu'approuvé annuellement par l'Associé unique ou la collectivité des Associés préalablement au début de l'exercice comptable sur lequel il porte.

Contrôle — signifie le fait de contrôler une société, à savoir :

1° Lorsqu'elle détient directement ou indirectement une fraction du capital lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société ;

2° Lorsqu'elle dispose seule de la majorité des droits de vote dans cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres Associés ou actionnaires et qui n'est pas contraire à l'intérêt de la société ;

3° Lorsqu'elle détermine en fait, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblées générales de cette société ;

4° Lorsqu'elle est associée ou actionnaire de cette société et dispose du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de cette société ;

5° Lorsqu'elle dispose directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieure à 40 % et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ;

6° Lorsque deux ou plusieurs personnes agissant de concert sont considérées comme en contrôlant conjointement une autre lorsqu'elles déterminent en fait les décisions prises en assemblée générale.

Directeur Général — a la signification donnée à ce terme à l'Article 14.

Filiale — désigne toute société Contrôlée par la Société.

Groupe — Désigne AXA, Kamet, la Société et ses Filiales.

Instruments Financiers — signifie :

(i) les actions ;

(ii) tout instrument financier donnant accès immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social de la Société ;

(iii) le droit de souscription attaché aux actions et instruments financiers visés au (ii) ci-dessus en cas d'émission d'actions ou d'instruments financiers donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social de la Société ;

(iv) les droits d'attributions d'actions ou d'instruments financiers attachés aux Actions ainsi qu'aux instruments financiers visés aux (ii) ci-dessus ;

(v) le droit aux dividendes dont la distribution est décidée par la Société dès lors que lesdits dividendes prennent la forme d'instruments financiers donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social de la Société ; et

(vi) plus généralement l'ensemble des instruments financiers émis par la Société et détenus par les Associés.

Kamet	désigne Kamet, société par actions simplifiée, dont le siège social est sis 30, rue Fortuny, 75017 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 812 691 129 RCS Paris.
Président	a la signification donnée à ce terme à l'Article 13.
Société	a la signification donnée à ce terme à l'Article 1.

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 04-06-2018

N° DE DEPOT : 2018R054471

N° GESTION : 2017B13083

N° SIREN : 830002788

DENOMINATION : Apricity

ADRESSE : 30 rue Fortuny 75017 Paris

DATE D'ACTE : 29-05-2018

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

Apricity

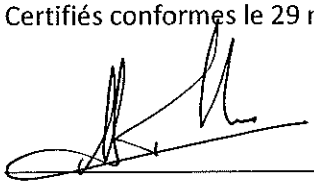
Société par actions simplifiée au capital social de 1 euro

Siège social : 30 rue Fortuny, 7S017 Paris

n°830 002 788 RCS de Paris

STATUTS

Certifiés conformes le 29 mai 2018



Caroline Noublanche
Présidente

TITRE I - FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et notamment les articles L. 227-1 et suivants du code de commerce, ainsi que par les présents statuts (la « **Société** »).

La Société peut ne comporter qu'un seul Associé propriétaire de la totalité des actions ainsi que la loi le permet. Sauf disposition expresse de la loi ou des statuts, la Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associés. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul Associé, conformément à l'article L. 227-1 du Code de commerce, l'Associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés.

La société par actions simplifiée ne peut procéder à une offre au public de ses titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411.2 du code monétaire et financier.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet, de manière directe ou indirecte, tant en France qu'à l'étranger :

- la mise en place de moyens humains et technologiques pour la recherche, le développement, l'exploitation, la vente ou la commercialisation de produits, logiciels ou services dans le domaine des traitements de fertilité ou plus généralement ayant pour objet l'amélioration des chances des femmes et des couples de concevoir ;

- la prise, l'acquisition, la détention, la gestion, l'exploitation, la négociation, l'octroi ou la cession de tous brevets, marques, procédés, licences et plus généralement de tous droits de propriété intellectuelle ;

- l'acquisition, la souscription, la détention, la gestion, le nantissement, la cession, la prise de participation directe ou indirecte, l'apport, l'achat, l'échange, par tous moyens, de toutes parts sociales, actions, valeurs mobilières et/ou titre financiers dans toutes entités juridiques, créées ou à créer, françaises ou étrangères, pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de fusions, d'alliances ou d'associations en participation, ainsi que l'exercice de tous les droits attachés à ces participations ;

- toutes prestations de services et de conseil en matière administrative, financière, comptable, juridique, commerciale, marketing, informatique, de communication, ressources humaines, management, achats ou gestion au profit des filiales de la Société ou de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation directe ou indirecte ;

- enfin réaliser toutes opérations industrielles, commerciales et financières, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires, complémentaires ou connexes ou susceptibles de favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son développement, son extension ou son patrimoine social, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

La Société peut agir, en tous pays, pour son compte ou le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société avec toutes autres personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public et réaliser, sous quelle que forme que ce soit, directement ou indirectement les opérations rentrant dans l'objet social.

ARTICLE 3. DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : **« Apricity ».**

Nom commercial : **« Apricity ».**

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4. SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **30 rue Fortuny, 75017 Paris.**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département, d'un département limitrophe ou partout ailleurs en France métropolitaine par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts de la Société en conséquence, et à l'étranger par décision de l'Associé unique ou de la collectivité des Associés.

ARTICLE S. DURÉE

La Société est constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la loi ou décidés par l'Associé unique ou la collectivité des Associés.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6. APPORTS

L'Associé unique soussigné fait apport à la Société d'une somme en numéraire d'un euro (1 €), ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire, établi conformément à la loi, laquelle somme a été déposée, pour le compte de la Société en formation, à la banque BNP Paribas, agence Elysée Haussmann, 37-39 rue d'Anjou, 75008 Paris.

Le montant du capital, qui provient uniquement d'apports en numéraire, a été entièrement libéré.

Les cent (100) actions composant le capital social ont été émises au pair au prix d'un centime d'euro (0,01 €) par action.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'un euro (1 €).

Il est divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 €) chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

ARTICLE 8. FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom de leur titulaire sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

A la demande d'un Associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société. Les attestations en compte sont valablement signées par le Président ou par toute personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

ARTICLE 9. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque Associé ne sera responsable du passif de la Société qu'à concurrence du montant représenté par la valeur nominale des actions qu'il détiendra.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions sociales.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des résultats de la Société où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions sociales.

Chaque action dispose d'un droit de vote.

ARTICLE 10. LIBÉRATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées lors de la souscription de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est appelé en une ou plusieurs fois dans un délai ne pouvant dépasser cinq (5) ans.

ARTICLE 11. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions de la Société sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé tenu chronologiquement dit « registre des mouvements de titres ».

ARTICLE 12. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'Associé unique ou par décision collective des Associés prise dans les conditions de l'article 18 ci-après, au vu du rapport du Président.

Le ou les Associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les Associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les Associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. L'Associé unique ou la collectivité des Associés peut également décider la suppression de ce droit.

Le capital social peut être augmenté, soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes. Les actions nouvelles sont libérées, soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apports en nature, soit par conversion d'obligations. Les actions nouvelles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Le ou les Associés peuvent aussi autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des Associés.

TITRE III – DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 13. PRÉSIDENCE

La Société est représentée, gérée et administrée par un président (le « **Président** »), personne physique ou morale, Associé ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

A l'exception du premier Président nommé par les statuts, le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision de l'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, par décision collective des Associés adoptée à la majorité simple des Associés présents et/ou représentés disposant du droit de vote.

Le Président est nommé soit pour une durée indéterminée, soit pour la durée fixée dans la décision qui le nomme.

En cas de décès ou de démission, il est immédiatement pourvu à son remplacement par décision de l'Associé unique ou des Associés. En cas d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois (3) mois, il est également pourvu à son remplacement par décision de l'Associé unique ou des Associés. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur ou jusqu'au retour du Président empêché. En cas de décès de l'Associé unique assurant les fonctions de Président, son remplaçant sera nommé par les ayants droits de l'Associé unique.

Conformément à la loi, le Président dirige la Société qu'il représente à l'égard des tiers. Dans les rapports avec les tiers, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'Associé unique ou à la collectivité des Associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer une preuve. Toute limitation des pouvoirs du Président est sans effet à l'égard de tiers.

Le Président peut déléguer ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes, uniquement pour une durée limitée, à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdélégation.

Les fonctions de Président prennent fin à l'expiration de son mandat ou par la démission, le décès, la révocation, ou l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ou d'une procédure de surendettement.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'Associé unique ou par décision collective des Associés sans préavis, ni indemnité d'aucune sorte et sans avoir à en justifier.

Le Président peut se démettre de ses fonctions et s'efforce, dans la mesure du possible, de prévenir l'Associé unique ou les Associés de son intention de démissionner au moins une semaine à l'avance.

Le Président peut recevoir une rémunération pour ses fonctions dont le montant et les modalités, notamment de règlement, sont déterminées par décision de l'Associé unique ou décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues par les présents statuts.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

ARTICLE 14. DIRECTION GÉNÉRALE

L'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, la collectivité des Associés par décision collective des Associés adoptée à la majorité simple des Associés présents et/ou représentés disposant du droit de vote peut nommer, renouveler ou mettre fin aux fonctions d'un ou plusieurs directeurs généraux (le « **Directeur Général** » ou les « **Directeurs Généraux** »), personnes physiques ou morales, Associés ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le ou les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président. La Société est donc valablement représentée à l'égard des tiers par le ou les Directeurs Généraux, lesquels sont investis en toutes circonstances de tous les pouvoirs nécessaires pour représenter la Société, sauf pour les décisions pour lesquelles les dispositions légales ou les présents statuts donnent compétence exclusive à la collectivité des Associés ou pour lesquelles une autorisation préalable des Associés ou du Président est nécessaire.

Au plan interne, la décision de nomination du ou des Directeurs Généraux peut prévoir les domaines et les limitations de pouvoirs du Directeur Général.

Il est précisé que toutes les fois où des pouvoirs sont conférés au Président par les présents statuts, le ou les Directeurs Généraux de la Société seront investis des mêmes pouvoirs à l'exception des limitations de pouvoirs prévues par la décision de nomination des Directeurs Généraux.
Chaque Directeur Général peut déléguer ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes, pour une durée limitée, à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdélégation.

Le Directeur Général est autorisé à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés.

En cas de décès ou de démission, il peut être pourvu à son remplacement par décision de l'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, de la collectivité des Associés.

En cas d'empêchement d'un Directeur Général d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois (3) mois, il est pourvu à son remplacement par décision de l'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, de la collectivité des Associés.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le Directeur Général peut conserver ou non son mandat sur décision de l'Associé unique si la Société est unipersonnelle ou, si la Société est pluripersonnelle, de la collectivité des Associés.

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération pour ses fonctions dont le montant et les modalités, notamment de règlement, sont déterminées par décision de l'Associé unique ou décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues par les présents statuts.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

ARTICLE 15. COMMISSAIRES AUX COMPTES

La Société désignera, par décision de l'Associé unique ou décision collective des Associés, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

En outre, tout Associé pourra demander à la Société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la Société elle-même, soit dans ses Filiales.

Le(s) commissaire(s) aux comptes titulaire(s), sur convocation du Président, assistera(ont) à toutes les décisions de l'Associé unique ou décisions collectives des Associés prises en assemblées générales.

ARTICLE 16. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ, SES ASSOCIÉS OU DIRIGEANTS

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président présente aux Associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société Associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Les Associés statuent sur ce rapport lors de l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président de la Société et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Le Président ou le Directeur Général, le cas échéant, doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, des conventions réglementées visées au premier paragraphe ci-dessus intervenues au cours de l'exercice.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa ci-dessus, lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout Associé peut en obtenir communication.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux dirigeants de la Société, autre qu'une personne morale, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 17. COMITÉ D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-66 du code du travail, les représentants du personnel délégués par le comité d'entreprise exercent, le cas échéant, les droits définis aux articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du code du travail auprès du Président.

TITRE IV - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

ARTICLE 18. DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE ET DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

18.1. Décisions de la compétence de l'Associé unique ou des Associés

18.1.1 Conformément à l'article L. 227-19 du code de commerce, les décisions visées aux articles L. 227-13, L. 227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du code de commerce ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des Associés.

18.1.2 L'Associé unique, ou les Associés est (sont) seul(s) compétent(s) pour prendre les décisions suivantes :

(a) toute augmentation ou réduction du capital de la Société, ou la création, l'attribution d'actions ou d'instruments de capital, en ce compris l'émission de titres de capital ou d'Instruments Financiers, options ou bons convertibles, échangeables ou remboursables en actions ou donnant droit à l'acquisition ou à la souscription d'actions de la Société ;

(b) toute fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ou toute cession ou échange ou autre acte de disposition de l'ensemble et d'une partie substantielle des actifs de la Société dans le cadre d'une seule et même opération ou plan ;

(c) la nomination et la révocation des commissaires aux comptes de la Société ;

(d) l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat de la Société ;

(e) tout paiement de dividendes ou toute autre distribution à l'Associé unique ou aux Associés de la Société ;

(f) la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;

(g) l'adhésion à tout groupement ou autre entité pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la Société ;

(h) toutes modifications des statuts, sauf celles mentionnées à l'article 4 des présents statuts ;

(i) la nomination, la révocation, le renouvellement et le remplacement du Président et/ou de tout Directeur Général de la Société, ainsi que les modalités d'exercice (y compris la rémunération) et la cessation de ses fonctions ;

(j) l'approbation des conventions réglementées visées à l'article 16 des présents statuts ;

(k) la conclusion de tout contrat de prestation de services ou de tout contrat commercial pour un montant dû par la Société ou l'une de ses Filiales immédiatement à la conclusion du contrat ou postérieurement à la conclusion du contrat supérieure à cent vingt mille euros (120.000 €) ou si le montant total cumulé à payer dans le cadre de tels contrats au cours de l'exercice fiscal en cours est supérieur à cent vingt mille euros (120.000 €) ;

(l) toute acquisition par la Société d'actifs ou de participation dans toute entité pour un montant total (reprise de dettes incluse) supérieur à cent cinquante mille euros (150.000 €), ou tout acte de disposition d'actifs par la Société dont la valeur de marché excède cent cinquante mille euros (150.000 €), autre que les acquisitions ou actes de disposition approuvés dans le cadre du Budget Annuel ;

(m) le recrutement de tout cadre-dirigeant ou employé dont la rémunération globale brute en numéraire est supérieure à cent vingt mille euros (120.000 €) par an ou toute augmentation de la rémunération globale brute en numéraire d'un cadre-dirigeant ou employé actuel au-dessus de cent vingt mille euros (120.000 €) par an, sauf si (i) le cadre-dirigeant ou le salarié concerné était préalablement employé par Kamet ou par une autre société Contrôlée par Kamet et (ii) il n'y a pas eu d'augmentation de cette rémunération ;

(n) la conclusion de tout emprunt hors Groupe (i.e. à l'exclusion de tous emprunt réalisé par Kamet ou AXA ou leurs Filiales et/ou les dettes intragroupes), émission de titres de dette ou de toute autre forme d'endettement par la Société à l'exception de ceux approuvés dans le cadre du Budget Annuel ;

(o) toute cession, licence ou l'octroi de tout droit d'utilisation de droits de propriété intellectuelle détenus par la Société à l'exception des licences non-exclusives accordées aux clients dans le cadre normal des affaires, de toute cession ou licence réalisée par la Société au profit d'une Filiale détenue à cent pourcent ou réalisée dans le cadre d'une réorganisation intragroupe ou de toute cession ou licence accordée par la Société au profit de Kamet ;

(p) la constitution de toute hypothèque, privilège, nantissement ou de toute autre sûreté sur les actifs de la Société ou toute garantie en faveur d'un ou plusieurs tiers en garantie d'un emprunt ou d'une émission de titres de dette, à l'exception de celles approuvées dans le cadre du Budget Annuel ;

(q) l'introduction ou la conclusion par la Société de tout accord transactionnel concernant toute action, contentieux, l'introduction de toute procédure d'arbitrage, de médiation ou conciliation, ou de toute autre procédure significative pour l'activité de la Société et/ou impliquant un montant excédant deux cent mille euros (200.000 €) ;

(r) l'approbation du Budget Annuel et de toute modification de celui-ci ;

(s) la réalisation, ou la prise d'engagements de réaliser, tous investissements ou dépenses d'investissement lors d'un exercice comptable donné pour un montant excédant celui prévu dans le Budget Annuel de l'exercice comptable concerné ;

(t) l'engagement, ou la prise d'engagements impliquant, des dépenses opérationnelles lors d'un exercice comptable donné pour un montant excédant celui approuvé dans le cadre du Budget Annuel de l'exercice comptable concerné ;

(u) l'offre au public des actions et/ou titres de la Société sur tout marché, règlementé ou non ;

(v) la vente ou mise en location de tout, ou une partie substantielle, des actifs de la Société ;

(w) la dissolution, la liquidation ou le dépôt de toute demande d'ouverture de procédure collective ;

(x) la nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;

(y) tout choix fiscal ou changement substantiel dans les pratiques fiscales ou comptables de la Société ;

(z) la création de toute Filiale et/ou branche d'activités ;

(aa) la prorogation de la Société.

18.1.3 Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire, Associé ou non, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et de la propriété de ses actions. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

18.2. <u>Modalités des décisions collectives – quorum et majorités</u>

18.2.1 Toute décision collective requiert que les Associés présents, représentés ou participant aux délibérations détiennent la moitié des actions représentant le capital social sur première convocation, aucun quorum n'étant exigé sur deuxième convocation.

18.2.2 Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement, les décisions soumises à la collectivité des Associés sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées.

18.2.3 Lorsque la totalité du capital social est détenue par un Associé unique, les décisions sont prises par la signature d'un procès-verbal de décision par celui-ci.

18.3. Consultation des Associés

Convocation des Associés

18.3.1 L'initiative des décisions collectives appartient au Président ou à un ou plusieurs Associés représentant 10 % au moins du capital social. A défaut, cette initiative appartient également, selon le cas, au commissaire aux comptes ou à un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

18.3.2 Les décisions collectives des Associés sont prises, au choix de l'initiateur de la consultation, par correspondance, dans un acte ou en assemblée ou par voie de téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle), conformément aux dispositions des présents statuts.

Consultation par correspondance

18.3.3 En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées, un bulletin de vote, et les documents nécessaires à l'information des Associés sont adressés à chaque Associé par tous moyens à la dernière adresse notifiée à la Société par l'Associé.

18.3.4 Les Associés dont le vote n'est pas reçu par la Société dans le délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi des projets de résolutions sont considérés comme ayant refusé chacune des résolutions soumises à consultation.

18.3.5 Chaque Associé devra compléter le bulletin de vote en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case sont cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

18.3.6 Chaque Associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée et, à défaut, au siège social de la Société. Le défaut de réponse d'un Associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'Associé concerné.

18.3.7 Dans les cinq jours ouvrés suivant réception du dernier bulletin de vote, et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Décisions établies par un acte

18.3.8 Les Associés peuvent également être consultés par la signature d'un acte ou de plusieurs actes rigoureusement identiques, signé par l'ensemble des Associés ayant un droit de vote, avec mention de la communication préalable, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels porte la décision.

Consultation en assemblée

18.3.9 La convocation est faite par tous moyens et même verbalement sans préavis spécifique.

18.3.10 Les réunions ont lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit, en France ou à l'étranger, précisé dans l'avis de convocation.

18.3.11 L'ordre du jour des réunions d'Associés est arrêté par l'auteur de la convocation.

18.3.12 Toute réunion d'Associés est présidée par le Président ou, en l'absence du Président, par un Associé. En cas de pluralité d'Associés, une feuille de présence est émargée par chacun des Associés présents ou représentés et par le Président.

18.3.13 Le Président établit un procès-verbal des délibérations, lequel est signé du Président et de l'Associé disposant du plus grand nombre de voix.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS

ARTICLE 19. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 20. COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le Président établit le rapport de gestion à présenter à l'Associé unique ou aux Associés contenant les indications fixées par la loi.

ARTICLE 21. AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions constituent les bénéfices ou pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % au moins, pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué à l'Associé unique ou aux Associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

L'Associé unique ou les Associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction, aucune distribution ne peut être faite à l'Associé unique ou aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est, après l'approbation des comptes par l'Associé unique ou la collectivité des Associés, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22. MODALITÉS DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

L'Associé unique ou la collectivité des Associés statuant sur les comptes a la faculté d'accorder à chaque Associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions de la Société.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de l'Associé unique ou décision collective des Associés, à défaut, par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini. C'est le Président qui a qualité pour décider de répartir un acompte à valoir sur le dividende et pour fixer le montant et la date de la répartition.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par décision du ou des Associés sans qu'il puisse être supérieur à trois (3) mois à compter de celle-ci. Ce délai peut être suspendu pour une durée ne pouvant excéder trois (3) mois, par décision du Président, en cas d'augmentation du capital.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL -DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 23. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Associé unique ou la collectivité des Associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution de la Société n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social. Dans les deux cas, la décision du ou des Associés est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si le ou les Associés n'ont pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24. DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société peut être dissoute par décision de l'Associé unique ou, si elle est pluripersonnelle, par décision des Associés statuant à la majorité.

Si au jour de la dissolution, qu'elle qu'en soit la cause, la Société est toujours unipersonnelle, la dissolution entraînera la transmission universelle du patrimoine social à l'Associé unique personne morale sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve des droits d'opposition des créanciers conformément aux dispositions de l'article 1844-S du code civil.

Si l'Associé unique est une personne physique, il doit désigner un liquidateur, qui peut être lui-même ou un tiers.

Si au jour de la dissolution, la Société est pluripersonnelle, la dissolution entraîne la liquidation de la Société dans les conditions définies par la loi.

TITRE VII - CONTESTATIONS

ARTICLE 25. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et le ou les Associés, soit entre les Associés eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout Associé sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations ou significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République auprès du Tribunal de Grande Instance du siège social.

ANNEXE

Définitions

Associé	signifie un titulaire d'actions émises par la Société.
AXA	désigne AXA, société anonyme au capital de 5.5S3.789.869,79 euros, dont le siège social est sis 25, Avenue Matignon, 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 572 093 920 RCS Paris.
Budget Annuel	désigne le budget annuel de la Société (qui doit notamment inclure toutes les dépenses opérationnelles, les investissements, l'affectation du résultat, les nouveaux projets, les ajustements comptables etc.) tel qu'approuvé annuellement par l'Associé unique ou la collectivité des Associés préalablement au début de l'exercice comptable sur lequel il porte.
Contrôle	signifie le fait de contrôler une société, à savoir : 1° Lorsqu'elle détient directement ou indirectement une fraction du capital lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société ; 2° Lorsqu'elle dispose seule de la majorité des droits de vote dans cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres Associés ou actionnaires et qui n'est pas contraire à l'intérêt de la société ; 3° Lorsqu'elle détermine en fait, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblées générales de cette société ; 4° Lorsqu'elle est associée ou actionnaire de cette société et dispose du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de cette société ; 5° Lorsqu'elle dispose directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieure à 40 % et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ; 6° Lorsque deux ou plusieurs personnes agissant de concert sont considérées comme en contrôlant conjointement une autre lorsqu'elles déterminent en fait les décisions prises en assemblée générale.
Directeur Général	a la signification donnée à ce terme à l'Article 14.
Filiale	désigne toute société Contrôlée par la Société.

Groupe	Désigne AXA, Kamet, la Société et ses Filiales.
Instruments Financiers	signifie : (i) les actions ; (ii) tout instrument financier donnant accès immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social de la Société ; (iii) le droit de souscription attaché aux actions et instruments financiers visés au (ii) ci-dessus en cas d'émission d'actions ou d'instruments financiers donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social de la Société ; (iv) les droits d'attributions d'actions ou d'instruments financiers attachés aux actions ainsi qu'aux instruments financiers visés aux (ii) ci-dessus ; (v) le droit aux dividendes dont la distribution est décidée par la Société dès lors que lesdits dividendes prennent la forme d'instruments financiers donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social de la Société ; et (vi) plus généralement l'ensemble des instruments financiers émis par la Société et détenus par les Associés.
Kamet	désigne Kamet, société par actions simplifiée, dont le siège social est sis 30, rue Fortuny, 75017 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 812 691 129 RCS Paris.
Président	a la signification donnée à ce terme à l'Article 13.
Société	a la signification donnée à ce terme à l'Article 1.